

La Ville de Paris salue les mesures du gouvernement pour réduire la part du diesel

La Ville de Paris salue les mesures annoncées jeudi par le gouvernement pour réduire la part du diesel dans le parc automobile français. Le rééquilibrage de la fiscalité sur les carburants d'ici 2017 va permettre de soutenir la production et la vente de véhicules plus respectueux de l'environnement et des exigences de santé publique.

La lutte contre la pollution liée au trafic routier est un enjeu majeur de santé publique. Anne Hidalgo, Maire de Paris, et Christophe Najdovski, adjoint à la Maire, en ont fait une priorité dès le début de leur mandature. En 2014 et en 2015, ils ont éradiqué l'essentiel des véhicules diesel de la flotte municipale. En février dernier, le Conseil de Paris a adopté un plan unique en France qui repose sur deux piliers : d'une part des mesures qui incitent les particuliers et les professionnels à privilégier des modes transports plus respectueux de l'environnement, d'autre part des restrictions progressives de circulation pour les véhicules les plus polluants.

Le gouvernement a lui aussi fait de ce sujet une priorité. La loi de transition énergétique, adoptée cet été par le Parlement, vient faciliter la mise en place par les collectivités de restrictions de circulation. En juin, Ségolène Royal a décidé l'expérimentation de « certificats de la qualité de l'air », qui permettront d'identifier le niveau de pollution des véhicules. Début octobre, la ministre de l'écologie a aussi annoncé un dispositif qui donnera aux pouvoirs publics les moyens de prendre plus rapidement les mesures qui s'imposent en cas de pollution.

Les annonces réalisées jeudi par Matignon, concernant un rééquilibrage progressif de la fiscalité sur les carburants, constituent un pas supplémentaire vers des mobilités plus propres. Après avoir longtemps soutenu le recours à des véhicules diesel, l'Etat va désormais rapprocher, en 5 ans, le prix du gazole de celui de l'essence. Les citoyens seront ainsi davantage incités à acheter des véhicules essence, qui émettent moins de particules fines et ultrafines, et qui sont ainsi moins dangereux pour la santé.

La Ville de Paris, qui s'est fixé pour objectif une sortie complète du diesel, sera attentive à la mise en œuvre effective et rapide de ces différentes mesures. Elle appelle le gouvernement à renforcer encore son action, en s'appuyant sur l'expérience des villes et les nombreuses initiatives qui y sont engagées. A titre d'exemple, Paris lancera d'ici la fin de l'année deux appels d'offres transnationaux, avec des métropoles françaises et européennes, qui permettront de grouper leur commande publique de véhicules décarbonnés et d'inciter les constructeurs à accélérer leur recherche et développement dans ce domaine.